

# Workshop: „Sozialpartnerschaft u. sozialer Dialog: Erfahrungen aus Deutschland u. Marokko“

---

Rabat, 26. März 2014

KAS/CESE

## Übersicht:

- **Liberation**
  - Online-Artikel
  
- **Menara**
  - Online-Artikel (französisch)
  - Online-Artikel (arabisch)
  
- **La Vie Éco**
  - Online-Artikel
  
- **Frankfurter Allgemeine Zeitung**
  - Print-Artikel

# Libération

## 1232 conflits collectifs évités en 2013

### Le président du CESE insiste sur l'importance du dialogue social

Publiée le 28 mars 2014

1232 conflits collectifs évités en 2013



Grâce à l'action préventive de l'inspection du travail, 1232 conflits collectifs ont été résolus et/ou évités en 2013 sans qu'ils dégénèrent en grève, a indiqué, mercredi à Rabat, le ministre de l'Emploi et des Affaires sociales, Abdeslam Seddiki.

Dans son allocution lors d'un atelier sur le dialogue social, organisé par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, le ministre a fait observer que ces conflits ont concerné 203 établissements employant 47.054 salariés, ce qui représente environ les deux tiers des conflits, ajoutant que les commissions locales ont examiné 302 conflits collectifs tandis que la commission nationale d'enquête et de conciliation a traité 38 différends.

A ce jour, 17 conventions collectives sont entrées en vigueur, alors que 364 protocoles d'accord ont été signés au titre de l'année 2013 au niveau des entreprises, a-t-il poursuivi, soulignant que son département appuie fortement ces négociations par l'assistance technique et juridique, la formation en matière de négociation pour renforcer les capacités techniques des négociateurs et des acteurs sociaux.

En termes de bilan, l'expérience marocaine du dialogue social reste «globalement positive» bénéficiant de l'apport des grands accords sociaux en la matière, estimant que les engagements du dernier accord du 26 avril 2011 ont été exécutés dans leur quasi-totalité.

Il s'agit, a-t-il expliqué, notamment de l'augmentation du salaire minimum, de la ratification des conventions internationales du travail n°102 sur la sécurité sociale et 141 sur les organisations des travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement économique et social, l'adoption de certains textes juridiques destinés à régir les questions de santé et de sécurité au travail et l'élaboration de nouveaux textes juridiques pour parachever le cadre de la relation du travail.

Pour sa part, le président du CESE, Nizar Baraka, a rappelé l'approbation par le Conseil, lors de sa 9ème session, de la Charte sociale qui constitue une référence permettant aux acteurs et aux intervenants de conclure d'importants accords sous forme de loi, de conventions collectives ou de partenariats sur la base et le respect des lois en vigueur.

M. Baraka a insisté également sur l'importance du dialogue social entre l'ensemble des acteurs, en tant que «moyen efficace» pour résoudre les conflits et rapprocher les points de vue dans le but de créer les conditions idoines en vue de promouvoir l'économie nationale et .renforcer sa compétitivité

[http://www.libe.ma/1232-conflits-collectifs-evites-en-2013\\_a48489.html](http://www.libe.ma/1232-conflits-collectifs-evites-en-2013_a48489.html)

## Emploi: 1232 conflits collectifs résolus en 2013

Publiée le 27 mars 2014



**1232 conflits collectifs ont été résolus et/ou évités en 2013 sans qu'ils dégénèrent en grève, a affirmé, mercredi à Rabat, le ministre de l'emploi et des Affaires sociales, M. Abdeslam Seddiki.**

Dans son allocution lors d'un atelier sur le dialogue social, organisé par le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, M. Seddiki a fait observer que ces conflits ont concerné 203 établissements employant 47.054 salariés ce qui représente environ les deux tiers des conflits, ajoutant que les commissions locales ont examiné 302 conflits collectifs tandis que la commission nationale d'enquête et de conciliation a traité 38 différends.

A ce jour, 17 conventions collectives sont entrées en vigueur, alors que 364 protocoles d'accord ont été signés au titre de l'année 2013 au niveau des entreprises, a-t-il poursuivi soulignant que son département appuie fortement ces négociations par l'assistance technique et juridique, la formation en matière de négociation pour renforcer les capacités techniques des négociateurs et des acteurs sociaux.

M. Seddiki relève qu'en termes de bilan, l'expérience marocaine du dialogue social reste "globalement positive" bénéficiant de de l'apport des grands accords sociaux en la matière, estimant que les engagements du dernier accord du 26 avril 2011 ont été exécutés dans leur quasi-totalité. Il s'agit, a-t-il expliqué, notamment de l'augmentation du salaire minimum, de la ratification des conventions internationales du travail n 102 sur la sécurité sociale et 141 sur

les organisations des travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement économique et social, l'adoption de certains textes juridiques destinés à régir les questions de la santé et de la sécurité au travail et l'élaboration de nouveaux textes juridiques pour parachever le cadre de la relation du travail.

### **Vulgariser la culture du dialogue social**

Il s'agit aussi de l'extension de la sécurité sociale aux transporteurs professionnels, l'élaboration d'un nouveau code de la mutualité et la révision de certains textes juridiques de l'assurance, maladie obligatoire et l'option pour un régime d'indemnisation pour perte d'emploi.

“Le dialogue social représente un des aspects de la politique sociale. S'il prenait au début, une forme ancienne de négociation collective, actuellement ses formes et ses structures se sont diversifiées”, a-t-il dit, indiquant que “les pouvoirs publics ont mis en place un cadre juridico-institutionnel et développé parallèlement des structures pratiques marquées par le tripartisme pour promouvoir le dialogue social et vulgariser sa culture”.

Après avoir rappelé que les sources d'inspiration de l'approche marocaine sont les normes de l'organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation arabe du travail qui définissent les principaux éléments, structures, procédures, modalités et niveaux du dialogue social, le ministre a cité, à cet égard, notamment la convention N0 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, la convention N0 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective de 1949, la convention N0 135 sur les représentants des travailleurs, la convention N0 151 sur la relation du travail dans la fonction publique et N0 154 sur la négociation collective.

“Le dialogue social au Maroc s'est doté d'un cadre juridico -institutionnel accepté par les partenaires sociaux”, a-t-il dit, rappelant que la constitution dispose que Les pouvoirs publics œuvrent à la création d'instances de concertation, en vue d'associer les différents acteurs sociaux à l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques publiques.

M. Seddiki a rappelé ensuite que de 1996 à 2011, quatre accords sociaux nationaux tripartites ont été conclus à savoir la Déclaration commune du premier accord et son annexe ( 1-er aout 1996), l'Accord du 23 avril 2000 (Accord du 1er moharrem), L'Accord du 30 avril 2003 et l'Accord du 26 avril 2011, Outre ce dialogue social national tripartite organisé dans des commissions ad hoc (la commission du secteur privé et la commission du secteur public), et par la commission nationale du suivi du dialogue social ( Présidée par le chef du gouvernement et compte parmi ses membres les SG des syndicats les plus représentatifs et la CGEM), il y a lieu de souligner, a-t-il ajouté, le développement d'un dialogue social thématique dans le cadre d'institutions consultatives tripartites créées par le code du travail, et le dialogue social conduit au sein de l'entreprise.

### **Lignes directrices**

Pour sa part, le Président du CESE, M. Nizar Baraka, a rappelé l'approbation par le Conseil, lors de sa 9è session, de la Charte sociale qui constitue une référence permettant aux acteurs et aux intervenants de conclure d'importants accords sous forme de loi, de conventions collectives ou de partenariats sur la base et le respect des lois en vigueur.

Ce projet vise à instaurer des lignes directrices basées sur l'élaboration et la promotion des politiques sociales, publiques et privées, aux niveaux de la préparation, l'exécution et la révision. Il vise également à instaurer des consultations et à ouvrir des voies pour le dialogue et la négociation en matière de conclusion de contrats collectifs entre l'ensemble des parties intervenant dans le domaine de développement à l'échelle régionale, dans l'objectif d'améliorer le niveau de vie de la population et réaliser la prospérité sociale.

M. Baraka a insisté également sur l'importance du dialogue social entre l'ensemble des acteurs, en tant que "moyen efficace" pour résoudre les conflits et rapprocher les points de vue dans le but de créer les conditions idoines pour promouvoir l'économie nationale et renforcer sa compétitivité.

Il a, en outre, appelé tous les partenaires à asseoir un modèle national de dialogue social et de protection de l'emploi, basé sur les dispositions du Code du travail et de la Constitution, rappelant que dans son rapport sur le modèle de développement dans les Provinces du sud, le CESE a recommandé l'instauration d'un dialogue social au niveau régional.

Lors de cet atelier, l'expérience allemande en matière de partenariat social a été présentée par André HABISCH, professeur à l'Université Catholique d'Eichstätt-Ingolstadt, et Frank Konrad, président de l'Association des PME.

Les autres interventions notamment des représentants de la CGEM et des syndicats représentés au sein du CESE ont porté sur les différents sujets relatifs au dialogue social.

<http://www.menara.ma/fr/actualit%C3%A9s/economie/2014/03/27/1089885-emploi-1232-conflits-collectifs-r%C3%A9solus-en-2013.html>

## 2013 ةنس لال خ اهل ح مت ةي عام جلا ل غشلا تا عازن نم 1232 (ريزو) لي غش فلأ 47 نم دي زأ ل غشت ةسسؤم 203 مهت

ع.م.و 26.03.2014

الرباط/26 مارس 2014/ومع/ قال وزير التشغيل والشؤون الاجتماعية السيد عبد السلام الصديقي، اليوم الأربعاء بالرباط، إنه بفضل العمل الاستباقي لمفتشية الشغل تم حل 1232 من نزاعات الشغل الجماعية خلال سنة 2013 دون أن تؤدي إلى إضرابات.

وأضاف السيد الصديقي، في مداخلة خلال ورشة عمل حول الحوار الاجتماعي، نظمها المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، بشراكة مع مؤسسة "كونراد أدناور" الألمانية، أن هذه النزاعات تهم 203 مؤسسة تشغل 47 ألف و54 شغيلة، ما يمثل حوالي ثلثي نزاعات الشغل.

وأوضح الوزير أن اللجان المحلية عالجت 302 نزاع شغل جماعي، بينما عالجت اللجنة الوطنية للبحث والمصالحة 38 نزاعا، وذلك في إطار الحوار الاجتماعي والمفاوضات الجماعية لحل نزاعات الشغل.

وأشار السيد الصديقي إلى أنه تم إلى حدود اليوم تفعيل 17 اتفاقية جماعية، وتوقيع 364 بروتوكول اتفاق على صعيد المقاولات برسم السنة الماضية، مشيرا إلى أن الوزارة تدعم في إطار المفاوضات الجماعية التي تتم ترجمتها بإبرام اتفاقيات جماعية، بشكل قوي هذه المفاوضات عبر الدعم التقني والقانوني والتكوين في مجال المفاوضات لتعزيز القدرات التقنية للمفاوضين والفاعلين الاجتماعيين.

وأكد وزير التشغيل والشؤون الاجتماعية أن حصيلة التجربة المغربية للحوار الاجتماعي تبقى بشكل عام "إيجابية" مدعومة بالاتفاقات الاجتماعية الكبرى، مبرزا أنه تم تنفيذ غالبية الالتزامات التي تضمنها اتفاق 26 أبريل 2011، منها، على الخصوص، الزيادة في الحد الأدنى للأجور، والمصادقة على الاتفاقيتين الدوليتين للشغل رقم 102 حول الحماية الاجتماعية و 141 حول منظمات العمال القرويين، وكذا اعتماد بعض النصوص القانونية المتعلقة بقضايا الصحة والسلامة في الشغل ومدونة التعاضد ومراجعة بعض نصوص التأمين الإجباري عن المرض واختيار نظام التعويض عن فقدان الشغل.

وأشار الوزير، من جانب آخر، إلى أن الحوار الاجتماعي يشكل أحد مظاهر السياسة الاجتماعية وأضحى اليوم يتخذ أشكالا وهيكل متعددة، مضيفا أن السلطات العمومية وضعت إطارا قانونيا ومؤسساتيا لهذا الحوار وطورت بالموازاة هيكل عملية تتميز بتركيبتها الثلاثية للنهوض بالحوار الاجتماعي وترسيخ ثقافته.

وذكر بأن المقاربة المغربية في هذا المجال تركز على معايير المنظمة الدولية للعمل والمنظمة العربية للعمل التي تحدد العناصر الأساسية والهياكل والمساطر المتعلقة بالحوار الاجتماعي، وخاصة ما يهم الاتفاقية رقم 87 حول الحرية النقابية وحماية الحق النقابي والاتفاقية رقم 98 حول حق التنظيم والمفاوضة الجماعية والاتفاقية رقم 135 حول ممثلي العمال والاتفاقية رقم 151 حول علاقة الشغل في الوظيفة العمومية والاتفاقية رقم 154 بشأن المفاوضات الجماعية.

وأبرز السيد الصديقي، في هذا الإطار، أن الحوار الاجتماعي بالمغرب يتوفر على إطار قانوني ومؤسساتي يحظى بموافقة الشركاء الاجتماعيين، وأن الدستور ينص على أهمية ومكانة الحوار الاجتماعي في السياسات العمومية، مشيرا إلى أن الحوار الاجتماعي تم إرساؤه في إطار الإصلاحات السياسية والاقتصادية والاجتماعية وذلك بهدف توطيد الاقتصاد الوطني وتعزيز التماسك الاجتماعي وتحسين تنافسية المقاولات والمساهمة في إرساء السلم الاجتماعي.

وذكر أنه تم، ما بين 1996 و 2011، توقيع أربع اتفاقات اجتماعية وطنية ثلاثية الأطراف، اتفاق فاتح غشت 1996 واتفاق 23 أبريل 2000 (اتفاق فاتح محرم) واتفاق 30 أبريل 2003 واتفاق 26 أبريل 2011، مشيرا إلى أن الحوار الاجتماعي الوطني ينتظم في إطار لجنة القطاع الخاص ولجنة القطاع العام واللجنة الوطنية لتتبع الحوار الاجتماعي التي يترأسها رئيس الحكومة وتضم الأمراء العاميين للنقابات الأكثر تمثيلية والاتحاد العام للمقاولات بالمغرب.

من جهته، ذكر رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، السيد نزار بركة، بالميثاق الاجتماعي الذي صادق عليه المجلس في دورته التاسعة، والذي يشكل مرجعية ستمكن كل الفاعلين والمتدخلين من إبرام تعاقدات كبرى إما على شكل قوانين أو اتفاقيات جماعية أو شراكات، أساسها احترام القانون، مبرزا أن المشروع يروم وضع الخطوط التوجيهية، القائمة على إعداد وتطوير السياسات الاجتماعية العمومية والخاصة على مستوى الإعداد والتنفيذ والتقويم، وفتح التشاور والحوار والتفاوض وإبرام العقود بين جميع الأطراف الفاعلة في المجال التنموي على صعيد كل الجهات، من أجل تحسين المستوى المعيشي وتحقيق الرخاء الاجتماعي.

وأبرز السيد بركة أن المجلس يؤكد على أهمية الحوار الاجتماعي بين كافة الفرقاء كأداة فعالة لحل كافة الإشكالات والنزاعات وتقريب وجهات النظر من أجل توفير الشروط والبيئة الملائمة للنهوض بالاقتصاد الوطني وتعزيز تنافسنته. ودعا رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي كافة الشركاء إلى إرساء نموذج وطني للحوار الاجتماعي وحماية الشغل ينبنى على المنظومة القانونية المتعلقة بالشغل ومضامين الدستور، مشيراً إلى أن تقرير المجلس حول النموذج التنموي للأقاليم الجنوبية أوصى كذلك بتأسيس حوار اجتماعي جهوي.

وتم خلال هذه الورشة تقديم تجربة الشراكة الاجتماعية في ألمانيا من طرف أندري هابيش أستاذ الجامعة الكاثوليكية لاكسنتات - إنغلوشتات، وفرانك كونهارد، رئيس جمعية المقاولات الصغرى والمتوسطة.

كما تضمن برنامج الورشة تقديم مداخلات ممثلي الاتحاد العام لمقاولات المغرب وفئة النقابات داخل المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بشأن مختلف المحاور المتعلقة بالحوار الاجتماعي.

ر/خ ع/دك

<http://www.menara.ma/ar>

## **Emploi : 1 232 conflits collectifs résolus et/ou évités en 2013.**

**Grâce à l'action préventive de l'inspection du travail, 1 232 conflits collectifs ont été résolus et/ou évités en 2013 sans qu'ils dégénèrent en grève.**

**Publiée le 27 mars 2014**



Grâce à l'action préventive de l'inspection du travail, 1 232 conflits collectifs ont été résolus et/ou évités en 2013 sans qu'ils dégénèrent en grève, a affirmé, mercredi à Rabat, le ministre de l'emploi et des Affaires sociales, M. Abdeslam Seddiki. Dans son allocution lors d'un atelier sur le dialogue social, organisé par le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, M. Seddiki a fait observer que ces conflits ont concerné 203 établissements employant 47.054 salariés ce qui représente environ les deux tiers des conflits, ajoutant que les commissions locales ont examiné 302 conflits collectifs tandis que la commission nationale d'enquête et de conciliation a traité 38 différends.

A ce jour, 17 conventions collectives sont entrées en vigueur, alors que 364 protocoles d'accord ont été signés au titre de l'année 2013 au niveau des entreprises, a-t-il poursuivi soulignant que son département appuie fortement ces négociations par l'assistance technique et juridique, la formation en matière de négociation pour renforcer les capacités techniques des négociateurs et des acteurs sociaux.

M . Seddiki relève qu'en termes de bilan, l'expérience marocaine du dialogue social reste "globalement positive" bénéficiant de de l'apport des grands accords sociaux en la matière, estimant que les engagements du dernier accord du 26 avril 2011 ont été exécutés dans leur quasi-totalité.

Il s'agit, a-t-il expliqué, notamment de l'augmentation du salaire minimum, de la ratification des conventions internationales du travail n 102 sur la sécurité sociale et 141 sur les

organisations des travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement économique et social, l'adoption de certains textes juridiques destinés à régir les questions de la santé et de la sécurité au travail et l'élaboration de nouveaux textes juridiques pour parachever le cadre de la relation du travail.

Il s'agit aussi de l'extension de la sécurité sociale aux transporteurs professionnels, l'élaboration d'un nouveau code de la mutualité et la révision de certains textes juridiques de l'assurance, maladie obligatoire et l'option pour un régime d'indemnisation pour perte d'emploi.

'Le dialogue social représente un des aspects de la politique sociale. S'il prenait au début, une forme ancienne de négociation collective, actuellement ses formes et ses structures se sont diversifiées", a-t-il dit, indiquant que 'les pouvoirs publics ont mis en place un cadre juridico-institutionnel et développé parallèlement des structures pratiques marquées par le tripartisme pour promouvoir le dialogue social et vulgariser sa culture".

Après avoir rappelé que les sources d'inspiration de l'approche marocaine sont les normes de l'organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation arabe du travail qui définissent les principaux éléments, structures, procédures, modalités et niveaux du dialogue social, le ministre a cité, à cet égard, notamment la convention N0 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, la convention N0 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective de 1949, la convention N0 135 sur les représentants des travailleurs, la convention N0 151 sur la relation du travail dans la fonction publique et N0 154 sur la négociation collective.

'Le dialogue social au Maroc s'est doté d'un cadre juridico -institutionnel accepté par les partenaires sociaux", a-t-il dit, rappelant que la constitution dispose que Les pouvoirs publics œuvrent à la création d'instances de concertation, en vue d'associer les différents acteurs sociaux à l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques publiques.

M . Seddiki a rappelé ensuite que de 1996 à 2011, quatre accords sociaux nationaux tripartites ont été conclus à savoir la Déclaration commune du premier accord et son annexe ( 1-er aout 1996), l'Accord du 23 avril 2000 (Accord du 1er moharrem), L'Accord du 30 avril 2003 et l'Accord du 26 avril 2011,

Outre ce dialogue social national tripartite organisé dans des commissions ad hoc (la commission du secteur privé et la commission du secteur public), et par la commission nationale du suivi du dialogue social ( Présidée par le chef du gouvernement et compte parmi ses membres les SG des syndicats les plus représentatifs et la CGEM), il y a lieu de souligner, a-t-il ajouté, le développement d'un dialogue social thématique dans le cadre d'institutions consultatives tripartites créées par le code du travail, et le dialogue social conduit au sein de l'entreprise.

Pour sa part, le Président du CESE, M. Nizar Baraka, a rappelé l'approbation par le Conseil, lors de sa 9è session, de la Charte sociale qui constitue une référence permettant aux acteurs et aux intervenants de conclure d'importants accords sous forme de loi, de conventions collectives ou de partenariats sur la base et le respect des lois en vigueur.

Ce projet vise à instaurer des lignes directrices basées sur l'élaboration et la promotion des politiques sociales, publiques et privées, aux niveaux de la préparation, l'exécution et la révision. Il vise également à instaurer des consultations et à ouvrir des voies pour le dialogue et la négociation en matière de conclusion de contrats collectifs entre l'ensemble des parties

intervenant dans le domaine de développement à l'échelle régionale, dans l'objectif d'améliorer le niveau de vie de la population et réaliser la prospérité sociale.

M. Baraka a insisté également sur l'importance du dialogue social entre l'ensemble des acteurs, en tant que "moyen efficace" pour résoudre les conflits et rapprocher les points de vue dans le but de créer les conditions idoines pour promouvoir l'économie nationale et renforcer sa compétitivité.

Il a, en outre, appelé tous les partenaires à asseoir un modèle national de dialogue social et de protection de l'emploi, basé sur les dispositions du Code du travail et de la Constitution, rappelant que dans son rapport sur le modèle de développement dans les Provinces du sud, le CESE a recommandé l'instauration d'un dialogue social au niveau régional.

Lors de cet atelier, l'expérience allemande en matière de partenariat social a été présentée par André HABISCH, professeur à l'Université Catholique d'Eichst?tt-Ingolstadt, et Frank Konrad, président de l'Association des PME.

Les autres interventions notamment des représentants de la CGEM et des syndicats représentés au sein du CESE ont porté sur les différents sujets relatifs au dialogue social.

<http://www.lavieeco.com/news/actualites/emploi-1-232-conflits-collectifs-resolus-et-ou-evites-en-2013.-29002.html>



Religiöses wie politisches Oberhaupt: König Muhammad VI. regiert in Marokko auch als „Fürst der Gläubigen“, was ihm Islamisten ab sprechen.

Foto AFP

## Im Land des zahmen Aufbegehrens

Die Monarchie in Marokko hat es bisher noch nicht mit einer ausgewachsenen Arabellion zu tun bekommen. Die Frage ist, ob die Veränderungen von oben ausreichen, um ein Aufbegehren zu verhindern.

Von Rainer Hermann

RABAT, 4. April. Die Zeit der großen Proteste vor dem marokkanischen Parlament in Rabat ist vorbei. Auf dem von Palmen gesäumten Platz kommen zwar noch immer jugendliche Demonstranten zusammen, die Arbeit oder Reformen fordern. Doch inzwischen liegt der Schwerpunkt der Kundgebungen längst in den ländlichen Gebieten jenseits der Hauptstadt Rabat und der Wirtschaftsmetropole Casablanca. In die Schlagzeilen gelangen diese Proteste nicht, obwohl sich fast jeden Tag in irgendeiner Provinzstadt Leute ihrem Ärger Luft verschaffen – sei es über die Verteuerung der Lebenshaltungskosten, über die Wasser- und Stromrechnungen, die seit der Privatisierung der Versorgungsbetriebe steigen, oder über die fehlenden Arbeitsplätze für Jungakademiker.

Begonne hat in die Demonstrationen in Marokko am 20. Februar 2011, kurz nach dem Sturz der Präsidenten in Tunesien und Ägypten. Nizar Baraka, der bis zur Regierungsbildung im Juli 2013 Wirtschafts- und Finanzminister war, wertet die Proteste als Zeichen der Lebendigkeit der marokkanischen Gesellschaft. Heute ist Baraka Präsident des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltschutz, der König Muhammad VI. direkt untersteht. Reformen hätten aber inzwischen einen Teil der Unzufriedenheit absorbiert, und so sei die Bewegung des 20. Februar schwächer geworden, sagt der in Frankreich ausgebildete Ökonom. Jetzt komme es darauf an, dass sich auch ein Wandel innerhalb der politischen Parteien vollziehe, um die gesellschaftliche Dynamik zu kanalisieren.

Marokko hat die Umbrüche, die die arabische Welt in den vergangenen Jahren erschüttert haben, besser aufgefangen als die meisten anderen arabischen Länder. Bereits in den neunziger Jahren wurden die oppositionellen Parteien nicht an den Rand gedrückt, sondern in die Regierung eingebunden. Nationale Entwicklungseinrichtungen bekämpfen die Armut, die Menschenrechte wurden gestärkt und Menschenrechtsweltverbände der Vergangenheit aufgearbeitet. Schon kurze Zeit nach Beginn der Proteste hatte der König in einer Ansprache am 9. März 2011 die Ausarbeitung einer neuen Verfassung an-

gekündigt. Daran beteiligten sich auch Vertreter der Zivilgesellschaft wie die Sozialpartner. „Eine positive Dynamik setzte ein, um ein neues Gleichgewicht einer lebendigen Gesellschaft zu schaffen, um die Institutionen und die Demokratie zu stärken“, sagt Baraka. Nun sei es notwendig, die Stabilität in die Schaffung von Arbeitsplätzen und in einen besseren Zugang zu Dienstleistungen umzumünzen und das Entwicklungsgefälle zwischen den Regionen abzubauen.

Spannungen erschweren diesen Übergang, und sie haben dazu geführt, dass Marokko nicht länger als arabische „Ausnahme“ gefeiert wird. Der häufig zitierte Begriff war bis vor mehr als einem Jahrzehnt glaubwürdig. Keiner der Attentäter des 11. September 2011 stammte aus Marokko, der marokkanische Islam war friedlich. Der König, der den Titel „Fürst der Gläubigen“ trägt, galt als Schutzschild gegen den Dschihadismus. Dann verübte Al Qaida im Mai 2003 aber auch in Casablanca Anschläge. Schließlich demonstrierten vom 20. Februar 2011 an Hunderttausende, obwohl niemand erwartet hatte, dass sich das, was sich in Tunesien und Ägypten ereignet hatte, in Marokko wiederholen würde. „Die zwei Beispiele zeigen, dass Marokko keine Ausnahme ist und dass dieser Begriff nicht die Wirklichkeit widerspiegelt“, sagt Muhammad Madani, Professor für Rechtswissenschaft an der Universität in Rabat und ein bekannter oppositioneller Intellektueller. Madani sieht drei Faktoren, die den gesellschaftlichen Wandel Marokkos beschleunigen: die Urbanisierung, die veränderte Rolle von Frauen sowie die Wirtschaftskrise.

1960 hatten erst zwanzig Prozent der Marokkaner in Städten gelebt, heute sind es, mit steigender Tendenz, fünfzig Prozent. Zudem werden Frauen seit mehreren Jahrzehnten in die Arbeitswelt integriert, zunächst im Staatsdienst und dort als Lehrerinnen sowie im Gesundheitswesen. Frauengesellschaften entstanden, und sie erreichten gemeinsam mit dem König, der Partner gegen die erstarken Islamisten suchte, dass das Personenstandsrecht (Mudawana), das stark von der Scharia beeinflusst ist und keine Gleichheit der Geschlechter gewährt, im Jahr 2002 reformiert wurde. Eine völlige Gleichstellung wurde aber nicht erreicht.

Der gesellschaftliche Wandel wird zudem beschleunigt durch die Schrumpfung des öffentlichen Dienstes und die geringeren Beschäftigungsmöglichkeiten junger Akademiker. Zudem führte die Regierung den Anteil der Subventionen am Bruttoinlandsprodukt in wenigen Jahren von 6,5 Prozent auf 3,8 Prozent zurück. „Ohne Demokratie ist es schwierig, diese Veränderungen aufzufangen“, sagt Madani. Er beklagt, dass es keine Debatte über Kultur gebe und auch keine Institutionen, die einen

Konsens herbeiführen könnten. „Keine Partei sagt, das sind unsere begrenzten Ressourcen, das sind unsere Grenzen, das können wir uns leisten, das aber nicht.“ Erst dann würden die Menschen beginnen, Zusammenhänge zu verstehen – eine soziale Explosion könnte verhindert werden. So aber kennen sie Marokkos wirtschaftliche Lage nicht. Wichtiger als die Frage nach der Monarchie ist für Madani daher der Zugang zu Information.

Optimistischer hingegen ist der Ökonom Baraka. Er sieht Marokko auf gutem Wege, die drei aus seiner Sicht wichtigsten Herausforderungen zu meistern. Erstens müsse Vertrauen in die demokratischen Institutionen geschaffen werden, damit ihnen und nicht der „Straße“ vertraut werde. Zweitens werde die eingeleitete Dezentralisierung den Provinzen mehr Rechte geben und eine neue Elite hervorbringen. So werden die Regionalräte von 2015 an direkt gewählt. „Das wird die Art des Regierens verändern.“ Drittens seien Strukturformen nötig, um die Entwicklung zu beschleunigen – wie der weitere Abbau der Subventionen, die Reform des Pensionensystems, der Staatsfinanzen und der Justiz.

Mit der Einbindung der Gesellschaft ist Marokko weiter als die meisten anderen arabischen Staaten. Die neue Verfassung, die im Juli 2011 in Kraft getreten ist, eröffnet der Zivilgesellschaft neue Möglichkeiten. Bürger können nun Petitionen an die Regierung senden und in Kürze auch im Parlament Gesetzesvorschläge einbringen. Die Zivilgesellschaft wird ein weiterer politischer Akteur, neben den Parteien und den Gewerkschaften. Zudem richtet die Regierung „Räte“ für die Gleichstellung von Mann und Frau ein, für die Jugend, für andere Gruppen. „So entsteht ein Raum für Debatten“, sagt Baraka.

Wie schwierig der Umgang mit der unübersichtlichen Zahl der Gewerkschaften ist, wurde jüngst auch bei einem Seminar der Konrad-Adenauer-Stiftung in Rabat deutlich, an dem neben Gewerkschaftsfunktionären auch Arbeitgeber teilnahmen. Der Arbeits- und Sozialminister Abdelham Seddiki machte keinen Hehl daraus, dass die Vielzahl einzelner Lohnkämpfe nicht gut für das Land sei und dass Marokko eine institutionalisierte Lohnfindung nach Branchen oder Regionen wie in Deutschland brauche.

Schwach sind bisher auch die Parteien, und sie können die verbreitete Unzufriedenheit nicht auffangen. Eine Schlüsselrolle kommt daher dem König zu, der nicht nur herrscht, sondern auch regiert. Baraka sagt, Marokko sei bereits eine konstitutionelle Monarchie. Denn alle Gesetze müssten bereits vom Parlament verabschiedet werden. Doch auch die Autorität des Königs ist angekratzt, seit er im August 2013 wohl durch ein „Versehen“, wie es später hieß, einen spanischen Pädophi-

len begnadigt hatte. „Das zeigt, dass sich seit 2011 etwas verändert hat“, sagt Madani. „Neue Formen des Widerstands sind entstanden, die – wie der 20. Februar – nicht organisiert sind.“ Begehre der König einen Fehler, gingen die Leute inzwischen auf die Straße. Früher nahm niemand Notiz davon, wenn der König eine Amnestie unterzeichnete. Heute aber kann er nicht mehr regieren wie früher.

Seine Doppelfunktion als weltlicher Herrscher und als religiöser Führer entzieht ihm jedoch auch weiterhin fundamentale Kritik. Folgerichtig ist das Königreich Marokko laut Verfassung ein islamischer Staat. „Dennoch ist die Gesellschaft säkularisiert und wird der Islam nicht zur Politik herangezogen“, sagt der Linke Madani. Diese Konstruktion erlaube es vielmehr, eine Vereinbarkeit des Islams mit der Moderne und der Demokratie herzustellen sowie einen gemäßigten Islam zu praktizieren, sagt der Königsvertraute Baraka.

So haben auch die Salafisten, deren Stärke nicht genau bekannt ist, keinen großen Einfluss – und das auch aus einem anderen Grund: Sie finden keinen Platz zwischen der regierenden „Partei für Gerechtigkeit und Entwicklung“ (PJD) des Regierungschefs Abdelilah Benkirane und der verbotenen, im Untergrund tätigen Bewegung „al Adl wa al ihsan“ (Gerechtigkeit und gute Werke). Die PJD vertritt etwa ein Viertel der Wähler und ist damit die größte Partei. Ihren Erfolg verdankt sie dem Vorsitzenden Benkirane, der bei den Menschen Gehör findet, weil er verständlich spricht. Für ihn wird eher zur Gefahr, dass die beiden Referenzpunkte seiner Partei Bedeutung verlieren. So sind die ägyptischen Muslimbrüder, die dort als organisierte Kraft interessant waren, die Wahlen gewinnen konnten, wieder im Untergrund. Nun ist Marokko mehr denn je auf Investitionen aus den Golfstaaten angewiesen, die die Muslimbrüder bekämpfen. Keine Strahlkraft mehr hat ferner die türkische Regierungspartei AKP. Interessant war sie für die PJD wegen der Demokratisierung der Türkei und wegen des EU-Kurses. „Das türkische Modell ist aber keine Inspiration mehr für die Araber“, sagt Madani nun.

Die Bewegung „al Adl wa al ihsan“, das zweite große islamistische Lager, ist zwar verboten, weil sie den Anspruch des Königs nicht anerkennt. „Fürst der Gläubigen“ zu sein. Sie kann aber große Märsche organisieren, ist diszipliniert und propagiert eine gewaltlose islamische Opposition. Vertreterin ist sie vor allem in den großen Städten. Bis Ende 2011 hatte sie die heterogene Bewegung des 20. Februar unterstützt und war, anders als die PJD, auch ein Teil davon. Dann kritisierte sie das fehlende Profil der Bewegung und verließ sie. Die Proteste aber wurden Teil der politischen Kultur Marokkos.